

## Les protestant·es affrontent les abus

Une enquête estime à près de 10'000 les victimes de l'Eglise protestante allemande depuis 1946. Quelles protections les Eglises cantonales suisses prévoient-elles contre les abus?

JEUDI 1 FÉVRIER 2024 DOMINIQUE HARTMANN



Abuseurs charismatiques, complicités de personnes témoins, absence de soutien à des victimes encore mineures ou non-dénonciation aux autorités compétentes, le Groupe SAPEC, qui soutient des personnes abusées, recueille des témoignages qui décrivent des situations proches de celles observées dans l'Eglise catholique. KEYSTONE

**Protestantisme** ▶ Les révélations concernant l'Eglise évangélique réformée en Allemagne ont confirmé le 25 janvier que l'institution protestante était elle aussi concernée par les cas d'abus sexuels. L'enquête a estimé à près de 10 000 le nombre d'enfants et adolescents victimes depuis 1946. La gravité des actes va de contacts physiques non désirés, par exemple lors de cours de sport, ou d'attouchements à caractère sexuel jusqu'aux viols répétés. Les accusés sont presque exclusivement des hommes (99,6%). Comment les Eglises réformées de Suisse réagissent-elles à ces chiffres et quelles mesures ont-elles entreprises de leur côté?

«Ces chiffres sont très alarmants, témoigne Yves Bourquin, président du Conseil synodal de l'Eglise réformée du canton de Neuchâtel (EREN). On pense d'abord aux victimes, bien sûr. Mais cela nous amène aussi à faire notre introspection.» Stefan Keller, le secrétaire général de l'Eglise protestante genevoise (EPG), ajoute: «Nous avons une absolue responsabilité à l'égard des personnes qui fréquentent l'Eglise, qui doit être un lieu sûr, aucun abus ne doit être toléré.» Quelle que soit la structure, observe Yves Bourquin, «le risque zéro n'existe pas, hélas: nous avons conscience que des personnes ayant des penchants pédocriminels peuvent être attirées par les milieux d'Eglise, du fait de nos nombreuses activités avec des jeunes.»

Il tente une explication: «Créer un environnement à tolérance zéro nécessite un grand nombre de mesures de la part de l'employeur, tels des dispositifs RH, une culture d'entreprise, à créer mais aussi à faire respecter. Cela nécessite des liens de proximité. Dans un système paroissial très grand comme celui de l'Eglise réformée d'Allemagne, l'employeur est sans doute bien loin de chaque paroisse.»

### Une image différente

Dans un article du 26 septembre de Protestinfo (à lire sur notre site), la présidente de l'Eglise évangélique réformée de Suisse (EERS), Rita Famos, a pu sembler minimiser les risques dans l'institution protestante. «Nos structures et positions ne sont pas compa-

rables à celles des catholiques. Nous ne connaissons ni juridictions ni procédures internes qui supplanteraient la justice étatique.» Le Groupe SAPEC, qui soutient des personnes abusées dans une relation d'autorité religieuse, a rapidement exprimé son malaise: «L'Eglise réformée est présentée comme exemplaire en la matière. Ce n'est pas l'image rapportée par des victimes qui décrivent des situations proches de celles observées dans l'Eglise catholique: abuseurs charismatiques, complicités de personnes témoins, absence de soutien à des victimes encore mineures, non-dénonciation aux autorités compétentes, voire dans un cas, la réembauche du pasteur après quelques années, y compris auprès de jeunes.» Une dizaine de victimes protestantes se sont adressées au Groupe SAPEC à la fin de l'année dernière.

Selon Marie-Jo Aeby, vice-présidente du SAPEC, qui a rencontré Rita Famos, «celle-ci est tout à fait lucide quant à la réalité des abus, qui concernent aussi l'Eglise protestante». En revanche, observe-t-elle, «l'institution semble moins consciente du fait que la grande majorité des cas sont prescrits: en rai-

## «Si la gestion des cas récents semble plutôt fonctionner, comment l'Eglise protestante va-t-elle accueillir toutes les révélations à venir?»

Marie-Jo Aeby

son de la difficulté d'affronter toutes les émotions que génèrent de tels souvenirs, les personnes concernées mettent parfois des dizaines d'années à se souvenir de ce qui s'est produit et à trouver la force de sortir du silence.» Elle cite cette femme abusée il y a vingt ans par un pasteur dans le cadre de la préparation à la confirmation (*du baptême, ndr*), lorsqu'elle avait 15 ans. «Si la gestion des cas récents semble plutôt fonctionner, comment l'Eglise

protestante va-t-elle accueillir toutes les révélations à venir? D'autant que la question de la réparation n'a pas été abordée jusqu'ici.»

L'EERS pourrait s'inspirer du travail que mène la CECAR du côté catholique, estime-t-elle. Celle-ci a été créée en janvier 2016 à l'initiative du groupe SAPEC et des institutions catholiques avec le soutien de parlementaires suisses. Cette commission neutre, indépendante des autorités de l'Eglise catholique, est chargée d'offrir aux victimes un lieu d'écoute, d'échange et de recherche d'une conciliation avec l'abuseur, à défaut avec son supérieur hiérarchique, en vue notamment d'une réparation financière.

### Personnes perverses et admirées

Pour expliquer les abus dans l'Eglise catholique, on a beaucoup pointé la morale sexuelle de l'Eglise catholique et sa hiérarchisation. Comment son collègue et président Jacques Nuoffer explique-t-il les abus dans l'Eglise protestante, aux structures en effet différentes? «Bien sûr, quand des paroissiens ne sont pas contents du pasteur, ils peuvent faire en sorte d'en changer. Mais les entretiens menés jusqu'ici suggèrent que les mêmes mécanismes d'emprise et de protection sont à l'œuvre, les mêmes secrets. Le célibat des prêtres n'a rien à voir avec cette question. Il s'agit toujours de personnes perverses admirées et qui ont du pouvoir, qu'ils soient pasteur, prêtre ou entraîneur de foot.» En revanche, «l'autorité de l'évêque avec tous les pouvoirs, la morale sexuelle mais aussi la gestion de pensionnats contribuent à l'ampleur des dégâts». 1